



Arrêt

**n° 66 586 du 13 septembre 2011
dans l'affaire x / I**

En cause : x

Ayant élu domicile : x

contre:

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT F. F. DE LA I^{re} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 7 juin 2011 par x qui déclare être de nationalité rwandaise, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 16 mai 2011.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2011 convoquant les parties à l'audience du 22 août 2011.

Entendu, en son rapport, C. ANTOINE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me J. GAKWAYA, avocat, et S. GOSSERIES, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes d'origine ethnique hutue et de nationalité rwandaise. Vous êtes née en 1977 dans la cellule de Rwezamenyo 2, secteur et commune de Nyarugenge, Kigali.

A l'appui de votre demande d'asile, vous déclarez avoir rencontré des ennuis avec les autorités rwandaises du fait de ne pas avoir versé de cotisation au FPR (Front Patriotique Rwandais) et de ne pas avoir participé aux réunions organisées par ce parti. Par ailleurs, vous affirmez que lorsque vous résidiez au Rwanda, vous étiez considérée comme une interahamwe en raison du passé carcéral de votre frère [K.T.], ce dernier ayant été incarcéré 10 ans avant de retrouver sa liberté le 21 avril 2007. Depuis le 1er juin 2007, vous n'avez plus aucune nouvelle de votre frère. Selon vous, celui-ci a été éliminé par le régime du FPR. Dans l'espoir de le retrouver, vous vous êtes adressée à la police de

Nyamirambo dès le 2 juin 2007. Cependant, accusant votre frère d'être un interahamwe, les autorités ont refusé de vous apporter leur aide et vous ont convoquée à plusieurs reprises afin de vous expliquer quant à sa disparition. A la même période, vous êtes harcelée par des inconnus, êtes victime de jets de pierre sur votre domicile et recevez des lettres anonymes. Pour solutionner ces problèmes, vous tentez de vous adresser aux autorités à plusieurs reprises, sans résultats. Enfin, vous affirmez également que lorsque vous résidiez au Rwanda, vous étiez considérée comme une ennemie du pays du fait que la mère du demi-frère de votre mère est la tante maternelle du Lieutenant Général Faustin KAYUMBA NYAMWASA.

Plus précisément, vous affirmez que le 19 juillet 2010, vous avez reçu une convocation vous conviant à vous présenter à la cellule de Rwezamenyo le 20 juillet 2010. Le 20 juillet 2010, vous vous êtes présentée dans les bureaux de la cellule où vous avez été interrogée par le chargé de la sécurité de la cellule. Ce dernier vous a alors interrogée sur la localisation de votre frère, celui-ci étant accusé de collaboration avec les FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda). En outre, le chargé de sécurité vous a également questionné sur vos liens avec le Lieutenant Général Faustin KAYUMBA NYAMWASA et vous a demandé pourquoi vous ne participiez pas aux réunions du FPR. Mécontent des réponses que vous lui avez données, le chargé de sécurité vous a ensuite infligé des mauvais traitements, lesquels vous ont amenée à perdre connaissance. Lorsque vous avez repris vos esprits, vous avez constaté que vous vous trouviez dans un container. Dans la nuit du 21 au 22 juillet 2010, un certain [M.] est venu vous trouver sur votre lieu de détention, vous a fait sortir et vous a emmenée à bord d'un véhicule. Immédiatement, vous avez quitté le Rwanda en voiture et vous êtes rendue en Ouganda où vous êtes arrivée le jour même et où vous avez résidé un peu plus d'un mois.

Le 31 septembre 2010, vous embarquez à bord d'un vol à destination de la Belgique en compagnie de vos deux enfants. Le 1er septembre 2010, vous arrivez à destination. Le lendemain, vous introduisez une demande de reconnaissance de la qualité de réfugiée. Depuis votre arrivée, vous avez appris par un voisin que vous êtes toujours recherchée à l'heure actuelle et que votre époux a disparu.

B. Motivation

Après avoir analysé votre dossier, le Commissariat général n'est pas convaincu que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou en raison d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

D'emblée, le Commissariat général constate que vous ne produisez aucun élément de preuve susceptible d'attester l'ensemble des persécutions dont vous déclarez avoir été l'objet à titre personnel au Rwanda et de permettre de conclure à la réalité des faits que vous invoquez à l'appui de votre requête. En effet, les différents documents que vous produisez à l'appui de votre demande ne prouvent aucunement les problèmes que vous déclarez avoir rencontrés au Rwanda mais se limitent à porter sur le parcours carcéral de votre frère allégué. Or, rappelons que « le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p. 51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique » (CCE, Arrêt n°16317 du 25 septembre 2008 dans l'affaire 26.401/I).

Dans de telles circonstances, en l'absence du moindre élément objectif probant, la crédibilité de votre récit d'asile repose uniquement sur l'appréciation des déclarations que vous avez livrées lors de vos auditions. Le Commissariat général est donc en droit d'attendre de celles-ci qu'elles soient précises, circonstanciées, cohérentes et plausibles. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce. En effet, différents éléments ne permettent pas de considérer votre demande comme fondée.

Premièrement, le Commissariat général constate que si vous déclarez avoir rencontré des ennuis avec les autorités rwandaises et être activement recherchée par celles-ci à l'heure actuelle, l'analyse de votre dossier administratif révèle que le 10 août 2010, à savoir postérieurement à votre fuite du Rwanda, vous vous êtes fait délivrer une attestation de mariage, une attestation d'identité complète et deux attestations de naissance par le secrétaire exécutif du secteur de Nyarugenge.

D'une part, le Commissariat général estime qu'il n'est pas cohérent que tout en déclarant rencontrer des problèmes avec les autorités rwandaises, vous preniez le risque de vous adresser à celles-ci pour vous

faire délivrer ces différents documents. D'autre part, le Commissariat général estime qu'il n'est pas crédible que tout en déclarant être activement recherchée par les autorités rwandaises, celles-ci vous délivrent ces documents sans vous occasionner le moindre problème. En effet, ces différents constats témoignent d'une attitude incompatible avec l'existence, dans votre chef, d'une crainte fondée au sens de la convention de Genève. Vous expliquant à ce sujet, vous déclarez que les personnes vous ayant aidée à fuir le Rwanda, à savoir deux agents des services de renseignement rwandais, se sont procuré ces documents avant de vous les envoyer (audition, p. 8 et 9). Cependant, vous ne produisez aucun élément objectif susceptible d'attester cette explication. Partant, celle-ci ne peut être considérée comme établie.

Pour le surplus, ajoutons que vous affirmez sans aucune ambiguïté que les deux agents des services de renseignement précités se sont procuré les documents mentionnés supra sans avoir produit la moindre preuve de votre identité aux autorités du secteur de Nyarugenge. En dépit de ce fait, vous affirmez que les documents que vous présentez sont authentiques. Cependant, le Commissariat général estime qu'un tel constat ne permet pas de garantir la véracité des données figurant sur ces documents. Par ailleurs, relevons également que le receveur du secteur de Nyarugenge n'a apposé sa signature sur aucun de ces 4 documents. Ajouté au constat mentionné supra, le Commissariat général estime que cette irrégularité substantielle ne permet pas de considérer ces documents comme authentiques. Vous expliquant sur ce point, vous déclarez que, chez vous, le receveur du secteur ne signe pas ces documents. Cependant, cette explication n'emporte aucunement la conviction du Commissariat général (audition, p. 9).

Deuxièmement, vous affirmez très clairement avoir retrouvé votre liberté après qu'un agent des services de renseignement vous a aidée à vous évader. Ainsi, vous expliquez que dans la nuit du 21 au 22 juillet 2010, un agent de la DMI s'est présenté sur votre lieu de détention dont il vous a fait sortir avant de vous faire embarquer dans un véhicule afin de vous faire fuir vers l'Ouganda. D'une part, soulignons que vous ne produisez aucun élément objectif susceptible de prouver qu'un agent de la DMI est intervenu en votre faveur afin de vous faire quitter votre lieu de détention. Partant, cet élément ne peut être considéré comme établi. D'autre part, au regard de l'acharnement dont les autorités rwandaises ont fait preuve à votre égard, le Commissariat général estime qu'il n'est pas crédible que celles-ci n'aient pas veillé à ce que vous ne vous évadiez pas avec autant de facilité. En effet, la facilité déconcertante avec laquelle vous affirmez avoir retrouvé votre liberté ne permet pas de considérer la détention que vous invoquez à l'appui de votre requête comme crédible. Enfin, soulignons encore que vous êtes dans l'incapacité de mentionner le lieu précis où vous avez été placée en détention et/ou comment la personne vous ayant aidée à retrouver votre liberté a appris où vous étiez détenue. Pour toutes ces raisons, le Commissariat général estime que l'incarcération dont vous déclarez avoir été l'objet ne peut être considérée comme véridique. Par conséquent, les éléments à l'origine de cette détention ne peuvent être considérés comme établis (audition, p. 6, 9, 10, 11 et 12).

Troisièmement, à l'appui de votre requête, vous affirmez que lorsque vous avez été placée en détention le 20 juillet 2010, vous avez été interrogée quant à la localisation de votre frère ; lequel a été incarcéré dès 1997 du fait d'avoir été suspecté de participation au génocide avant de retrouver sa liberté le 21 avril 2007 et de disparaître. Cependant, le Commissariat général constate que vous ne produisez aucun élément objectif susceptible de prouver votre filiation avec [K.T.], à savoir votre frère allégué. En effet, même si votre attestation d'identité complète, votre attestation de mariage et les différents documents portant sur votre frère allégué indiquent que vos parents respectifs sont les mêmes, ni votre attestation d'identité complète, ni votre attestation de mariage ne peuvent être considérés comme des documents authentiques (cf considérations supra). Dès lors, votre filiation avec [K.T.] ne peut être considérée comme établie (audition, p. 11 et 12 ; documents versés au dossier administratif).

Quatrièmement, vous affirmez que lors de votre appréhension par les autorités rwandaises, vous avez été interrogée sur vos liens avec le Lieutenant Général Faustin KAYUMBA NYAMWASA. Vous expliquant sur ce point, vous déclarez avoir été interrogée à ce sujet car la mère du demi-frère de votre mère est la tante maternelle de KAYUMBA, précisant que vous n'avez aucun lien de parenté avec lui (audition, p. 13). Cependant, vous ne produisez aucun élément de nature à prouver ces déclarations. Partant, vos liens avec cet individu ne peuvent être considérés comme établis. Dans ces circonstances, les faits de persécutions dont vous déclarez avoir été victime du fait de votre proximité alléguée avec lui ne peuvent être considérés comme fondés.

Tous ces constats, parce qu'ils portent sur des éléments essentiels de votre récit, ôtent toute crédibilité à vos propos.

Quant aux documents que vous déposez à l'appui de votre demande d'asile, ceux-ci n'apparaissent pas en mesure de combler l'inconsistance globale de vos propos et de garantir la crédibilité de vos déclarations.

Pour les motifs susmentionnés, les deux attestations de naissance, l'attestation d'identité et l'attestation de mariage que vous produisez ne suffisent pas à prouver votre identité et/ou votre filiation avec [K.T.]. Partant, ces documents ne sont pas de nature à remettre en cause les constats dressés supra.

La carte de fonction que vous produisez constitue un commencement de preuve du parcours professionnel que vous avez suivi mais n'atteste en rien le fondement de votre requête, particulièrement en l'absence de toute preuve valable de votre identité.

Concernant le témoignage sur la mort de [K.] et [M.], les deux demandes d'être rétabli dans mes droits, l'ordonnance de libération immédiate, le billet d'élargissement, la mandat d'arrêt provisoire, le mandat d'amener et la demande d'assistance judiciaire que vous produisez, ces différents documents portent sur le parcours judiciaire de [K.T.] mais n'attestent en rien la réalité des faits de persécution dont vous déclarez avoir été victime à titre personnel au Rwanda. Par ailleurs, rappelons que vous ne produisez aucun élément de nature à prouver votre filiation alléguée avec [K.T.].

A propos du témoignage de [H.P.], la traduction de ce document révèle qu'il a été rédigé par un de vos amis intimes (cf. traduction). Partant, ce document revêt un caractère strictement privé et n'offre aucune garantie quant aux circonstances dans lesquelles il a été rédigé ou quant à sa sincérité, ce qui limite sensiblement le crédit qui peut lui être accordé. Par ailleurs, le Commissariat général constate que ce document n'est accompagné d'aucune pièce d'identité permettant d'identifier formellement son auteur. En outre, vous ne démontrez aucunement que l'auteur de ce document a une qualité particulière où exerce une fonction susceptible d'apporter un poids supplémentaire à ses déclarations. Enfin, vous ne produisez aucun élément objectif susceptible d'attester la véracité du contenu de ce témoignage. Pour toutes ces raisons, la force probante de ce document se révèle trop limitée pour rétablir la crédibilité jugée défailante de votre récit.

En conclusion de l'ensemble de ce qui a été relevé supra, je constate que vous n'êtes pas parvenue à rendre crédible l'existence, en ce qui vous concerne, d'une crainte fondée de persécution au sens de l'article 1er, paragraphe A, alinéa 2 de la Convention de Genève.

De même, vous n'êtes également pas parvenue à rendre crédible l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers ».

2. Les faits invoqués

2.1. Devant le Conseil du contentieux des étrangers, la partie requérante confirme fonder substantiellement sa demande d'asile sur les faits exposés dans la décision attaquée.

2.2. Le Conseil du contentieux des étrangers constate, à l'instar de la partie requérante, que le résumé des faits comporte une erreur matérielle : en effet, la partie défenderesse a indiqué que la requérante aurait embarqué à bord d'un avion à destination de la Belgique en date du « 31 septembre 2010 », pour arriver le 1^{er} septembre 2010 (décision du 16 mai 2011, p. 1). Il y a donc lieu d'y lire que la requérante a embarqué à bord d'un avion à destination de la Belgique en date du 31 août 2010.

3. La requête et les éléments nouveaux

3.1. Dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante prend un moyen unique de la violation de l'article 1er, section A, § 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 (ci-après dénommée « *la Convention de Genève* »), des articles 48 à 48/4 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « *la loi du 15 décembre 1980* ») et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. Elle allègue également la violation des principes « *de bonne administration d'un service public, de la prudence, de la motivation adéquate et suffisante des décisions administratives, de la dénaturation des faits de la cause, de la proportionnalité et de l'erreur manifeste d'appréciation* ».

3.2. Dans le dispositif de sa requête, la partie requérante demande à titre principal de réformer la décision entreprise et de lui reconnaître la qualité de réfugié ou, à tout le moins, de lui octroyer le bénéfice de la protection subsidiaire. A titre subsidiaire, elle postule l'annulation de la décision attaquée et le renvoi du dossier à la partie défenderesse pour des mesures d'instruction complémentaires.

3.3. A l'appui de son recours, la partie requérante verse dans le dossier de procédure différents documents : des documents liés à la demande d'asile d'une personne dont elle soutient être la sœur et une photographie (dossier de la procédure, pièces 9 et 11). Indépendamment de la question de savoir si ces pièces constituent de nouveaux éléments au sens de l'article 39/76, § 1er, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, elles sont valablement déposées dans le cadre des droits de la défense dans la mesure où elles étaient les moyens.

4. Les remarques préalables

En termes de requête, la partie requérante considère que la partie adverse a commis une erreur manifeste d'appréciation et que l'acte attaqué viole l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980, ainsi que les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Lorsqu'il statue en pleine juridiction, comme en l'espèce, le Conseil rappelle qu'il procède à un examen de l'ensemble des faits de la cause et sa compétence ne se limite pas à une évaluation, par définition marginale, de l'erreur manifeste d'appréciation. Il examine donc si la décision est entachée d'une erreur d'appréciation et non pas uniquement d'une erreur manifeste d'appréciation. Le Conseil réaffirme également que le contrôle juridictionnel de la motivation d'un acte qui doit être motivé en la forme ne porte pas seulement sur l'existence d'une motivation : la motivation doit être adéquate et le contrôle s'étend à cette adéquation, c'est-à-dire à l'exactitude, l'admissibilité et la pertinence des motifs.

5. Discussion

5.1. La partie requérante développe essentiellement son argumentation sous l'angle de l'application de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980. Elle sollicite également le statut de protection visé à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, mais ne développe aucun argument spécifique sous l'angle de cette disposition. Le Conseil en conclut que la requérante fonde sa demande de protection subsidiaire sur les mêmes faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître le statut de réfugié et que son argumentation au regard de ces deux dispositions se confondent.

5.2. Dans la présente affaire, la partie défenderesse refuse d'octroyer à la partie requérante le statut de réfugié et de protection subsidiaire pour différents motifs (v. ci-avant, point 1 « *L'acte attaqué* »).

5.3. La partie requérante conteste la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce. Elle avance diverses explications factuelles aux imprécisions et invraisemblances relevées dans la décision attaquée. Elle insiste en particulier, d'une part, sur le fait que la partie défenderesse aurait à plusieurs reprises « *dénaturé les faits de la cause* » et, d'autre part, sur le caractère authentique des différents documents attestant de l'identité de la requérante.

5.4. Le Conseil rappelle que conformément à l'article 39/2, §1er de la loi, il exerce une compétence de pleine juridiction lorsqu'il est saisi, comme en l'espèce, d'un recours à l'encontre d'une décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides. A ce titre, il peut « *décider sur les mêmes bases et*

avec une même compétence d'appréciation que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides. Le recours est en effet dévolutif et le Conseil en est saisi dans son ensemble. Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides s'est appuyé pour parvenir à la décision » (Doc. Parl., Ch. repr. , sess. ord. 2005-2006, n° 2479/1, p.95). Il lui revient donc, indépendamment même de la pertinence de la motivation attaquée, d'apprécier si au vu des pièces du dossier administratif et des éléments communiqués par les parties, il lui est possible de conclure à la réformation ou à la confirmation de la décision attaquée ou si, le cas échéant, il manque des éléments essentiels qui impliquent qu'il ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de celle-ci sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires.

5.5. Le Conseil constate pour sa part que les motifs de l'acte attaqué afférents à la crédibilité du récit de la partie requérante se vérifient à la lecture du dossier administratif, sont pertinents et suffisent à motiver la décision de la partie défenderesse. Il observe également que la partie requérante n'avance, dans sa requête, aucun élément de nature à énerver lesdits motifs de l'acte attaqué ou à établir qu'il existe dans son chef une crainte fondée de persécution ou un risque réel d'atteinte grave.

5.6. En effet, les déclarations de la requérante relatives à sa détention et à son évasion sont imprécises et invraisemblables. Ainsi, la requérante n'a pas été en mesure de donner la moindre indication au sujet du lieu précis de sa détention ni sur la façon dont un ami de la famille l'aurait retrouvée et aurait obtenu sa libération (Dossier administratif, pièce 5, audition du 15 avril 2011 au Commissariat général aux réfugiés et apatrides, rapport, pp. 11-12). Interrogée à ce sujet, la requérante se borne à expliquer que son ami a refusé de lui donner ces informations par souci de conserver le caractère secret de son lieu de détention. Interrogée alors sur l'incohérence du comportement de son ami qui trahit ses autorités hiérarchiques pour la sauver tout en voulant rester fidèle au régime en gardant caché le lieu de sa détention, la requérante répond de manière évasive tout en éludant la question (*ibid*, p. 12). En outre, les circonstances dans lesquelles les amis de la requérante auraient réussi à se procurer les documents d'identité de cette dernière en son absence sont invraisemblables (rapport d'audition au Commissariat général du 21 septembre 2010, pp. 9 et 10). En termes de requête, la partie requérante se contente de réitérer et préciser les propos tenus antérieurement, tout en insistant sur le pouvoir dont dispose l'ami de la requérante en tant qu'agent de renseignements, mais n'apporte aucune explication de nature à énerver l'analyse faite à ce sujet par la partie défenderesse.

5.7.1. Par ailleurs, la partie requérante souligne que la partie défenderesse conteste à tort l'authenticité des documents relatifs à l'identité de la requérante et, partant, les liens familiaux qui l'uniraient à son frère, sans toutefois qu'elle ne s'inscrive en faux civil. Le Conseil rappelle qu'indépendamment de la pertinence de l'examen de leur authenticité, la question qui se pose en réalité est celle de savoir si ces documents permettent d'étayer les faits invoqués par la requérante ; autrement dit, il importe d'en apprécier la force probante. Or, en tout état de cause, ces documents tendent uniquement à prouver l'identité et l'origine de la requérante et ne permettent pas, par eux-mêmes, de fonder la crainte de persécution invoquée.

5.7.2. De même, les documents relatifs à la procédure judiciaire du frère de la requérante ne font nullement cas de la situation personnelle de la requérante et ne permettent pas de prouver les faits de persécution allégués.

5.7.3. En outre, le Conseil constate que le témoignage rédigé par un ami de la requérante ne permet pas de rétablir la crédibilité gravement défaillante de son récit. En effet, outre le fait que son caractère privé limite le crédit qui peut lui être accordé, le Conseil est dans l'incapacité de s'assurer des circonstances dans lesquelles il a été rédigé. En conclusion, les documents déposés par la partie requérante ne contiennent pas d'élément qui permette d'expliquer les invraisemblances qui entachent le récit de la requérante et n'apportent aucun éclaircissement sur le défaut de crédibilité des faits qu'elle invoque.

5.7.4. Enfin, les documents liés à la demande d'asile d'une personne dont elle soutient être la sœur et la photographie produite (dossier de la procédure, pièces 9 et 11) ne sont pas de nature à expliquer les incohérences épinglées dans l'acte attaqué et ne permettent pas d'établir les faits de la cause.

5.8. Par ailleurs, la partie requérante ne développe aucune argumentation qui permette de considérer que la situation au Rwanda correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi. Le Conseil n'aperçoit pour sa part aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire qu'elle serait

exposée, en cas de retour dans son pays, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens dudit article.

5.9. Ces motifs sont pertinents et suffisent à conclure que la requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays ou en reste éloignée par crainte au sens de l'article 1^{er}, section A, paragraphe 2 de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés ni qu'il existe des sérieux motifs de croire qu'elle encourrait, en cas de retour dans leur pays, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil constate, à la suite de la décision attaquée, que les dépositions de la partie requérante ne présentent pas une consistance et une cohérence telles qu'elles suffisent à établir la réalité des faits allégués. Cette constatation rend inutile un examen des autres motifs de l'acte attaqué et des moyens de la requête qui s'y rapportent, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

6. Annulation

La partie requérante sollicite enfin l'annulation de la décision attaquée. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de cette décision, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le treize septembre deux mille onze par :

M. C. ANTOINE,

président f. f., juge au contentieux des étrangers,

Mme L. BEN AYAD,

greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

C. ANTOINE